

# La panne idéologique de la droite française.



par Alain Lambert  
ancien ministre

## *Une droite aspirée vers le fond*

Pourtant majoritaire dans le pays, la droite française semble implacablement aspirée vers le fond, comme si elle ne parvenait pas à incarner un glorieux héritage gaulliste devenu trop grand pour elle. Enlisée dans des querelles internes, aussi petites qu'étriquées, elle ouvre un boulevard permanent au rassemblement national, pourtant ennemi juré du défunt général. L'aventure étrange de François Fillon en 2017 a précipité sa chute en ouvrant une voie inespérée au Président Emmanuel Macron. Face à l'abîme, certains suivirent cette opportunité nouvelle, d'autres se recroquevillèrent dans une maison hantée par des trahisons et détestations mutuelles tellement vives qu'elles font oublier l'essentiel : offrir un destin à la France.

## *Un macronisme paralysé par son « en même temps »*

Le macronisme, un moment apprécié pour l'alternative qu'il offrait à un système binaire trop rigide et demeuré trop longtemps au pouvoir, trouva vite ses limites dans un « en même temps » trop habile pour tenir lieu de ligne ferme, alors que l'époque en a tellement besoin.

## *Une gauche enlisée*

La gauche, pour sa part, continue imperturbablement son enlisement en n'osant plus choisir entre la social-démocratie et les sirènes de la voie extrême aussi bruyante qu'irréaliste.

## *L'appel au devoir historique ...*

Cette impasse devrait donc convoquer la droite à un devoir historique : celui d'ouvrir un champ de réflexion quasi comparable à celui offert lors derniers mois de la 4<sup>ème</sup> République. Seule, en effet, une vision ambitieuse du futur et des institutions solides pour la mettre en œuvre semblent à la hauteur des circonstances. La droite est légitime pour engager cette réflexion, car elle peut légitimement revendiquer la part prédominante qui fut la sienne dans la construction de la Vème République.

## *... sans ruse ni esquiv*

Un tel défi n'autorise cependant aucune ruse ni esquiv, tant l'engagement politique vrai ne peut se fonder que sur des valeurs fortes et surtout le courage de les défendre. La réalité doit donc être affrontée en face, en s'appuyant sur des principes fondamentaux, moraux, politiques, économiques. Le respect de la parole donnée, le respect des concurrents, le refus des polémiques stériles et de toute démagogie sont le préalable d'un dialogue nouveau, sincère et fructueux avec les citoyens aujourd'hui découragés.

## *Pour refonder la puissance publique*

La première urgence commande de refonder la puissance publique. Elle appelle à faire un sort clair à l'élection du Président de la République, devenue l'aporie empêchant le bon fonctionnement de notre démocratie.

## *Pour réformer le mandat présidentiel*

D'un mandat originel de sept ans, au suffrage indirect en 1958, puis au suffrage universel en 1962, à un quinquennat renouvelable une fois en 2000, la chronique incertaine de cette

élection a fini par paralyser le bon fonctionnement de nos institutions. Elle fracture artificiellement le pays en deux, transforme les partis politiques en écuries de courses, et accepte sans se l'avouer la dénaturation de notre régime parlementaire en régime présidentiel, sans les garde-fous qu'un tel système normalement requiert.

Cette situation n'est pas fatale. Instruits de tous ces atermoiements, la solution du retour au septennat renouvelable éventuellement pour cinq ans semble la solution la plus appropriée. Encore faut-il l'assumer. Et oser, pourquoi pas, le débat sur une éventuelle formule à trois candidats au second tour, afin de sortir enfin d'un système qui entretient une atmosphère de guerre civile permanente. Certes, on brandira le danger d'une victoire des extrêmes, en feignant alors d'ignorer que c'est précisément le système à deux candidats qui le nourrit.

De même, l'exercice conjoint de la fonction parlementaire avec celle de Maire ou de Président d'Exécutif doit être rétablie afin de rendre au Parlement l'ancrage local qui lui manque dangereusement aujourd'hui.

*Pour rétablir le régime des sessions*

La régime des sessions parlementaires de 1958 doit aussi être rétabli afin de laisser le gouvernement gouverner et les parlementaires se ressourcer enfin au contact du réel. Fermer l'usine à lois, la moitié de l'année, est sans doute la meilleure contribution que nous puissions offrir à l'état de droit actuellement mis en danger.

*Pour assumer les transitions*

Des institutions restaurées ne font pas tout. Encore faut-il qu'un projet ambitieux éclaire le futur. Les transitions climatiques, numériques s'imposent à notre agenda, alors profitons-en pour transformer notre vision inquiète et incertaine, en une détermination éthique qui nous libère des crispations identitaires, économiques ou religieuses. Proposer une vision du monde ne consiste pas à vouloir faire prévaloir une doctrine unique mais à mobiliser toutes les forces vives d'une nation pour qu'elles fassent ensemble preuve d'audace et d'inventivité pour s'approprier le futur.

*Pour clarifier l'Europe*

En appelant les Français à concevoir un destin élargi, la question de l'Europe doit enfin être clarifiée pour sortir d'une vision naïve ou sporadique. Un dialogue confiant avec nos alliés américains doit être solennisé pour réaffirmer nos valeurs et nos intérêts et poser le principe d'un outil militaire commun, modernisé et autonome, à l'échelle européenne. Cette Europe nouvelle doit devenir plus respectueuse de la singularité de chacun des peuples et faire prévaloir systématiquement le principe de subsidiarité. L'armistice entre le privé et le public, entre l'économie administrée et l'économie libérale doit aussi être signée. La doxa de la concurrence pure et parfaite doit disparaître de nos croyances pour céder la place à une conciliation sereine et réaliste des intérêts respectifs de chacun des pays ; pour en faire des alliés et non des concurrents ; pour choisir librement les solutions qui permettent aux Etats et à l'Europe de choisir les instruments les plus propres à relever le défi de la mondialisation.

*Pour préserver notre ambition nationale*

Notre appartenance sincère à l'union européenne ne doit pas nous faire, non plus, oublier notre ambition nationale. Si notre adhésion à l'économie de marché est sans complexe, elle ne peut non plus nous conduire à l'oubli de nos intérêts nationaux. Ni à les protéger artificiellement par des comportements incompatibles avec la compétitivité de notre économie. Restaurer la dignité et la primauté du travail doit devenir une priorité mieux assumée en toute circonstance, l'excès d'assistance doit être reconnu comme une altération de la responsabilité individuelle, une atteinte à l'équité et une entrave à la croissance. L'acte d'entreprendre doit être réhabilité et encouragé.

*Pour sortir de l'irresponsabilité financière*

L'irresponsabilité financière ne peut se maintenir au rythme actuel au risque d'un effondrement. Décider d'une règle d'or pendant cinq ans afin qu'aucun emprunt ne vienne financer le puits sans fond des dépenses de fonctionnement s'impose. L'emprunt, même élevé doit être réservé à financer les investissements colossaux que la construction d'un futur inédit nous commande.

*Réussir l'égalité des chances*

La remise à niveau de notre appareil de formation à tous les étages doit s'organiser dans les meilleurs délais. Le chemin vers une vraie égalité de chances doit s'appuyer sur l'excellence, la reconnaissance lucide des disparités sociales et territoriales et la volonté sincère de les dépasser.

*Servir la France*

Vouloir servir la France n'est pas une ambition mais une mission qui requiert de l'énergie et du désintéressement, une envie insatiable de vérité, et un courage indéfectible pour résister aux vents contraires.

Les Français ont besoin de sincérité. Ils n'attendent pas des promesses nouvelles. Mais une feuille de route. S'ils se réservent de la critiquer en permanence, ils sauront la suivre pour le bien de leurs enfants.

Le futur doit cesser d'être perçu comme un danger mais comme une opportunité.

*Pour la droite française : oser ou disparaître*

Dans son engagement politique, la droite française n'a plus le choix. Elle doit défendre une certaine idée de la vie et de la société, chasser la frilosité et les peurs. Elle doit faire preuve de courage. Sans courage, la démocratie devient impuissante. C'est pourquoi elle doit formuler en toute clarté ses choix, affirmer avec force et fierté sa détermination à les mettre en œuvre, même au prix de perdre des élections. Tel est le plus grand service qu'elle peut rendre à la Nation.

*Sortir de l'impasse pour être enfin utile*

Finalement, ces choix sont simples, ils répondent à l'histoire du Gaullisme. Les Français sont prêts à l'entendre. Encore faut-il, pour être utile, et qu'on l'aime ou pas, que la droite sorte enfin de son impasse idéologique.